



Centre Français de Recherche sur le Renseignement  
Sous la direction d'Éric Denécé et Tigrane Yégavian

# HAUT-KARABAKH

LE LIVRE NOIR



# HAUT-KARABAKH : NON ASSISTANCE À PEUPLE EN DANGER

Éric Denécé et Tigrane Yégavian

Le 27 septembre 2020, avec le soutien de la Turquie, de mercenaires islamistes syriens et du Pakistan, l'Azerbaïdjan a déclenché une violente offensive contre la république autoproclamée de l'Artsakh, peuplée à 100 % d'Arméniens, afin de conquérir les territoires sous leur contrôle depuis 1994. Ce conflit a fait 6000 morts – majoritairement Arméniens – et s'est soldé par une défaite cuisante, Erevan et Stepanakert ayant négligé leur défense depuis plusieurs années, à la différence de Bakou qui a largement utilisé ses recettes pétrolières pour renforcer son armée et a su développer des alliances stratégiques avec la Turquie, le Pakistan et Israël.

À la suite du cessez-le-feu signé sous l'égide de la Russie le 9 novembre 2020, les forces azerbaïdjanaises se sont aussitôt déployées dans les territoires reconquis, terrorisant et expulsant les populations arméniennes et multipliant les provocations sur les nouvelles lignes de démarcation. Car Bakou n'est pas décidé à en rester là et vise la prise de contrôle totale de l'Artsakh et une révision des frontières afin d'établir une continuité territoriale avec le Nakhitchevan et affaiblir encore davantage l'Arménie.

## Un conflit aux origines anciennes

Cette guerre est la résurgence d'un conflit ancien. En effet, il a toujours existé une forte inimitié entre les Arméniens et les Tatars du Caucase, que l'on appelle depuis 1918 « Azéris ». En 1905-1906, des guerres éclatent entre les deux peuples. En 1915, des dirigeants nationalistes tatars du Caucase participent au processus qui conduit à l'extermination des Arméniens de l'Empire ottoman ; et en 1918 des massacres ont lieu à Bakou, dans le Karabakh et dans le

Nakhitchevan, territoire historiquement arménien vidé de sa population après la soviétisation.

Puis, les nationalismes régionaux sont étouffés pendant toute la période soviétique. L'oblast du Haut-Karabakh se voit même rattaché arbitrairement par Staline à la République socialiste soviétique (RSS) d'Azerbaïdjan en 1921, afin de maintenir de « bonnes relations » avec la Turquie de Mustapha Kemal, alors même que sa population est à 94 % arménienne.

Les Arméniens du Haut-Karabakh vont alors faire l'objet de discriminations multiples de la part des Azerbaïdjanais, qui vont jusqu'à empêcher leurs liens avec la RSS d'Arménie voisine. Une véritable politique de « désarménisation » de la région est mise en place par les autorités de Bakou, notamment via des déplacements de populations et des démantèlements de villages. Lors de la désintégration de l'URSS, en 1991, la répartition reste toutefois de 76 % d'Arméniens pour 24 % d'Azéris.

En février 1988, les habitants du Haut-Karabakh réclament de nouveau le rattachement de leur région à la RSS d'Arménie. En réponse, les Azéris massacrent des populations arméniennes à Sumgaït, Bakou et Kirovabad<sup>1</sup>. Près de 400 000 Arméniens d'Azerbaïdjan fuient alors vers l'Arménie et vers Moscou. Parallèlement, environ 150 000 Azéris quittent l'Arménie soviétique par crainte de représailles.

S'ensuit alors un conflit ouvert entre les deux RSS. Dans un premier temps (1988-1991), les forces soviétiques soutiennent l'Azerbaïdjan, les Arméniens connaissant alors une situation difficile. Puis, le rapport de forces s'inverse à la faveur de l'éclatement de l'URSS (1991-1994). Les volontaires arméniens affluent et infligent de nombreux revers à une armée azérie sous-équipée et très mal commandée. Moscou se tient alors à équidistance des deux camps. À partir du printemps 1993, les forces arméniennes prennent le contrôle des régions situées à la périphérie du Haut-Karabakh, d'où partent les bombardements d'artillerie contre leur province. Les succès militaires arméniens sont tels que l'Azerbaïdjan implore un cessez-le-feu en 1994.

À la fin de la guerre, les Arméniens contrôlent non seulement une grande partie de l'ancienne région autonome du Haut-Karabakh mais aussi les sept

---

1. Ils se livrent notamment à de véritables pogroms en 1989 et 1990 dans les principales villes du pays. À propos des exactions qui eurent lieu en janvier 1990 à Bakou, voici ce qu'on relate un document de l'ONU : « *Pendant 5 jours, en janvier 1990 à Bakou, capitale d'Azerbaïdjan, on a tué, torturé, pillé, humilié les représentants de la communauté arménienne. Les femmes enceintes et les enfants étaient agressés, les fillettes violées sous les yeux de leurs parents; sur le dos de leurs victimes, les massacreurs gravaient au fer rouge la croix chrétienne. Les gens étaient poursuivis simplement pour leur foi chrétienne.* » (ONU, Haut-Commissariat aux droits de l'Homme, Document de la 17<sup>e</sup> session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, juin 2011).

districts azerbaïdjanais qui entourent l'enclave. Ils chassent près 800 000 Azéris des zones avoisinant le Haut-Karabakh, se livrant à un nettoyage ethnique, toutefois sans massacre. De leur côté, les Azéris expulsent plus de 400 000 Arméniens.

Des négociations entre les deux pays s'ouvrent alors sous la supervision du Groupe de Minsk mais n'ont jamais débouché, car deux principes juridiques s'opposent : le droit des peuples à l'autodétermination (Haut-Karabakh) *versus* le respect de l'intégrité territoriale (Azerbaïdjan)<sup>1</sup>. Les tensions ont ainsi perduré, portant les germes d'un nouvel affrontement.

L'Azerbaïdjan a été encouragé à déclencher les hostilités de septembre 2020 par son allié turc, car Erdogan est déterminé à voir se réaliser son projet panturquiste avec Bakou. En effet, depuis son accession à la présidence (2014), Ankara cherche à renouer avec sa « grandeur perdue » et avec son passé ottoman. Ainsi, la Turquie, qui continue de nier sa responsabilité dans le génocide arménien de 1915, a largement appuyé l'Azerbaïdjan dans son offensive, lui fournissant instructeurs et armement. Elle soutient aujourd'hui Bakou dans son objectif de faire disparaître les Arméniens des territoires qu'elle contrôle.

## De quoi l'Azerbaïdjan est-il le nom ?

Il convient de rappeler qu'en plus d'être l'agresseur, l'Azerbaïdjan est une dictature particulièrement opaque. En effet, Ilham Aliyev est un véritable despote, au pouvoir depuis 2003, après avoir succédé à son père, ancien responsable local du KGB, via un scrutin aux modalités totalement discutables. Depuis bientôt 20 ans, Aliyev et son clan ont mis le pays et ses ressources en coupe réglée et ne tolèrent aucune opposition.

Le dictateur azéri n'hésite pas à faire kidnapper ou éliminer ses opposants à l'étranger (Turquie, Géorgie, Belgique, France, etc.), comme peut en témoigner Mahammad Mirzali, youtubeur de 27 ans, victime de deux tentatives d'assassinat à Nantes, dont la dernière le 14 mars 2021. Et l'Azerbaïdjan se classe 167<sup>e</sup> sur 180 pays en matière de liberté de la presse dans le classement de Reporters sans frontières.

C'est aussi, derrière le masque factice d'une république musulmane laïque et ouverte au dialogue des cultures, un État en voie de réislamisation, sous l'influence de prédicateurs wahhabites venus du Daghestan. Bakou a largement flatté l'islam à l'occasion du récent conflit afin d'en faire une « guerre de religion ».

---

1. À noter qu'Erevan n'a jamais reconnu officiellement la République d'Artsakh afin de pouvoir trouver avec l'Azerbaïdjan une solution négociée à cette situation.

L'Azerbaïdjan bénéficie d'ailleurs du soutien massif de la Turquie et du Pakistan, deux États dans lesquels les islamistes radicaux sont aux manettes ou dictent la majorité des décisions du gouvernement.

Enfin, c'est un État haineux, comme le prouve l'arménophobie instituée en doctrine nationale par le régime d'Aliyev depuis vingt ans, encore illustrée récemment par l'inauguration à Bakou d'un « Parc des trophées » sur cinq hectares, avec des représentations hideuses des soldats arméniens, dans le but de souiller et humilier la mémoire des combattants du camp adverse. L'Azerbaïdjan a de plus mis en œuvre une politique systématique de nettoyage ethnique dans les territoires reconquis, effaçant toute trace de présence arménienne et multipliant les pratiques vexatoires et cruelles à l'égard des populations demeurées sur place, ce qui démontre que Bakou aspire à l'anéantissement de son voisin et non à la paix<sup>1</sup>.

Toutefois, ces crimes de guerre et le fait que l'Azerbaïdjan ait été compromis dans différents scandales de corruption des élites européennes ne semblent poser problème à personne, surtout pas aux Occidentaux. En effet, Mehriban Aliyeva, la première dame, a été décorée par Nicolas Sarkozy en 2011 et par le pape François en février 2020. Et en 2014, François Hollande s'est rendu à Bakou pour saluer Aliyev en dépit des nombreuses protestations des défenseurs des droits de l'homme. La raison en est que l'Azerbaïdjan est devenu un partenaire économique important pour l'Europe et qu'il pratique, grâce à ses recettes pétrolières, une active diplomatie et un lobbying très offensif, n'hésitant pas à dispenser ses largesses pour promouvoir ses intérêts.

L'Europe a accepté sans honte que quatre des matchs du championnat d'Europe UEFA 2020 de football se disputent à Bakou et personne ne paraît choqué que le Grand Prix de Formule 1 du 6 juin ait pu être organisé dans la capitale d'un État violant les règles du droit international et la souveraineté de son voisin. Il est vrai que le PSG est financé par le Qatar – principal sponsor de l'organisation terroriste des Frères musulmans – et que le rallye Paris Dakar a lieu en Arabie saoudite – pays exportateur du wahhabisme. L'idée d'un boycott n'a effleuré personne, car sans doute n'est-elle applicable qu'à la Russie et à ses alliés... Ainsi, l'Occident se comporte avec l'Azerbaïdjan comme il le fait avec les monarchies pétrolières islamistes du Golfe. Tant que ces États signent des contrats, il ferme les yeux sur leur politique et couvre leurs exactions.

---

1. Bakou a encouragé pendant le conflit les décapitations, les profanations de cadavres, les exactions contre des civils sans défense, et a fièrement revendiqué ces crimes sur les réseaux sociaux.

## L'intervention tardive de la Russie et la passivité des Occidentaux

Étonnamment, la Russie n'a rien fait pour stopper l'agression azérie, alors qu'un précédent affrontement, en avril 2016, avait été interrompu au bout de quatre jours grâce à son intervention. Cette non-assistance à Erevan, en dépit de l'alliance entre les deux États au sein de l'Organisation du traité de sécurité collective (OSTC), a été perçue par les Arméniens comme une trahison. Sans nul doute, Poutine a fait payer au Premier ministre arménien la volonté qu'il a manifesté de vouloir s'éloigner de son orbite, d'où sa lenteur à réagir pour secourir l'Arménie. De même, aucun des États membres de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) n'a répondu aux appels d'Erevan – Biélorussie et Kazakhstan sont clairement pro azéris – alors même qu'ils sont liés par un traité et qu'ils ont immédiatement porté assistance à Astana lors de la tentative de déstabilisation du pays, début 2022.

Parallèlement, Européens et Américains, qui ont condamné sans appel l'invasion de l'Ukraine par Moscou, sont restés étonnamment silencieux et passifs face à l'agression turco-azérie et n'ont dénoncé aucune des exactions et crimes de guerre perpétrés par Bakou. Les États-Unis ont veillé à ne pas trop critiquer la Turquie afin qu'elle ne quitte pas l'OTAN. Les Allemands, dont les liens économiques sont très forts avec Ankara, sont également restés très silencieux. Les Britanniques n'ont pas fait mystère de leur proximité avec l'axe Ankara/Bakou. De même, la communauté internationale n'a pas réagi et a fermé les yeux sur les agissements inadmissibles de Bakou et sur la destruction systématique du patrimoine culturel millénaire en cours au Haut-Karabakh. La différence de traitement entre ce conflit et la crise ukrainienne est particulièrement frappante.

La position de la France est elle-même paradoxale. Alors qu'elle a reconnu le génocide de 1915, qu'elle a été confrontée aux provocations turques en Méditerranée orientale et en Libye au cours de l'été 2020, et qu'elle a dénoncé l'arrivée de djihadistes en Azerbaïdjan, elle a déclaré, par la voix de son ministre des Affaires étrangères qu'elle souhaitait rester « impartiale » dans ce conflit, arguant du fait qu'elle était membre du Groupe de Minsk. Sans nul doute, cette position est motivée par le fait que les relations commerciales franco-arméniennes restent peu développées, alors que celles avec l'Azerbaïdjan le sont bien davantage<sup>1</sup>.

Ainsi, la France n'a hélas pas été au rendez-vous en 2020. Comme elle ne l'a pas été en 1921 lors du lâchage honteux des Arméniens de Cilicie tragiquement

---

1. En particulier, la France a vendu des satellites militaires à l'Azerbaïdjan sous le mandat de François Hollande.

abandonnés aux griffes des Turcs après le retrait de son armée ; puis une seconde fois en 1939, lorsque Paris céda au mépris du droit international le sandjak syrien d'Alexandrette à la Turquie, un territoire qui ne lui appartenait pas et que l'importante population arménienne dut abandonner par crainte d'un nouveau massacre. L'Arménie, cette « vaillante petite alliée », dixit Georges Clémenceau, n'aura pas pesé bien lourd dans la froide balance des intérêts et face à la vision à courte vue des stratèges du quai d'Orsay.

C'est pourquoi, Paris ne peut rester neutre ni indifférent à ce qui se passe au Haut-Karabakh d'autant que le risque d'un nettoyage ethnique existe. Cette crise représente par ailleurs un enjeu majeur pour la France, à plusieurs titres : — d'abord c'est un véritable test pour sa diplomatie qui cherche à enrayer le déclin de son influence dans le monde, d'autant que notre pays a toujours été le protecteur des chrétiens d'Orient et dispose sur son sol d'une importante communauté d'origine arménienne à l'intégration exemplaire ; — c'est également un test pour sa sécurité, car notre pays est confronté à l'agressivité turque en Méditerranée orientale, en Libye et au Tchad ; — de plus, cette crise pourrait avoir des retentissements sur notre sol, en raison de l'activisme d'une communauté turque ultra-nationaliste, de plus en plus islamisée, de plus en plus agressive à l'égard des Français d'origine arménienne et dont l'inféodation est de plus en plus marquée à l'égard du régime d'Erdogan<sup>1</sup>.

La seule condamnation de l'agression de l'Azerbaïdjan ne suffit pas. Il convient également de faire pression sur la Turquie, son principal sponsor. Nous devons surtout affirmer clairement notre soutien à l'Arménie et lui apporter notre assistance face à l'agressive dictature azérie. D'autant que dans une interview accordée le 12 janvier 2022 à la télévision azérie, Ilham Aliiev, président de l'Azerbaïdjan, a déclaré à propos de la visite Valérie Pécresse dans la République du Haut-Karabakh le 22 décembre 2021 : « *Si nous avions été au courant de la dernière visite illégale de Valérie Pécresse, nous ne l'aurions pas laissé repartir* ».

La France aurait dû exiger des excuses et dénoncer ces déclarations qui constituent des menaces inacceptables à l'encontre de la présidente de la première région française, candidate à la magistrature suprême, de la part du chef d'un État positionné au bas de tous les classements des organisations de défense des droits de l'homme. Or, ni l'Élysée ni le quai d'Orsay ne se sont exprimés et nous n'avons pas rappelé notre ambassadeur à Bakou, ni expulsé celui d'Azerbaïdjan en France.

---

1. Cf. Tigrane Yégavian, *Les diasporas turque et azerbaïdjanaise de France, instruments au service du panturquisme*, Rapport de recherche n° 27, CF2R, janvier 2021 (<https://cf2r.org/recherche/les-diasporas-turque-et-azerbaïdjanaise-de-france-instruments-au-service-du-panturquisme/>).

En résumé, cette guerre d'anéantissement de toute présence arménienne dans le Haut-Karabakh a ainsi mis en scène plusieurs acteurs qui portent chacun, à des degrés divers, leur part de responsabilité dans cette tragédie.

On trouve en premier lieu les Azéris, qui ont développé une rhétorique haineuse de déshumanisation de l'adversaire et poursuivent sans relâche une politique de nettoyage ethnique par tous les moyens qui a fait ses preuves dans le Nakhitchevan. Épaulés par leur allié turc, héritier direct du pouvoir génocidaire ottoman, ils ont failli atteindre leur but.

Viennent ensuite les Russes. Si certains se félicitent que Moscou se soit précipité au secours des Arméniens du Karabakh, cela ne s'est toutefois produit qu'après avoir attendu que la situation soit quasiment désespérée. De quoi douter de la viabilité de l'alliance militaire conclue dans le cadre de l'OTSC<sup>1</sup>, qui est dictée par les seuls intérêts de la Russie dans cette partie de son « étranger proche ». Elle considère l'Arménie davantage comme une vassale qu'une alliée, et entretient une relation de plus en plus étroite avec l'Azerbaïdjan, pays qui occupe plus de 70 km<sup>2</sup> de territoire souverain de l'Arménie. Le risque que cet état de fait perdure, comme c'est le cas pour la Syrie du Nord occupée par les Turcs, n'est malheureusement pas à exclure.

Vient enfin l'Occident, qui a tourné le dos à l'Arménie au cours de la dernière guerre, reproduisant une attitude constante depuis le génocide de 1915. Un Occident sensible à la « diplomatie du caviar » et volontairement aveugle face aux crimes de Bakou, important fournisseur de gaz<sup>2</sup>. Il a sa part de responsabilité dans le malheur des Arméniens et ses émotions à géométrie variable (cf. Ukraine) soulignent sa pusillanimité vis-à-vis de l'Azerbaïdjan et de la Turquie, un des piliers de l'OTAN qui a bénéficié de la bienveillance de Londres et de Washington tout au long des hostilités.

Mais il ne faut pas perdre de vue la responsabilité des élites arméniennes dans leur propre malheur. L'incompétence, l'absence de sens politique et le manque de culture étatique ont permis la réalisation du pire des scénarios possibles. Cette défaite confirme l'incapacité des dirigeants arméniens d'appréhender le réel dans sa complexité. Un réel qu'ils fuient, caressant le rêve chimérique d'une grande Arménie libre et réunifiée, telle que le président américain Wilson la dessina en 1920 dans la foulée du traité de Sèvres.

---

1. Organisation à vocation politico-militaire fondée en 2002 qui regroupe l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan.

2. Dans le cadre de la crise ukrainienne, les Azéris jouent le jeu des Européens : Bakou, a accru ses exportations de gaz de 25 % au quatrième trimestre 2021 par rapport à 2020. Sans doute est-ce là l'une des raisons de la tolérance à son égard...



\*

Pourquoi ce livre ? Parce que nous n'avons pas été à la hauteur pendant et après la guerre : quelques timides réactions tout au plus, sans commune mesure avec celles concernant la guerre en Ukraine. Parce que nos responsables politiques, nos diplomates et nos opinions publiques ont détourné le regard ou n'ont pas voulu voir les horreurs qui se déroulaient au Haut-Karabakh. Parce que l'ONU s'est révélée incapable de veiller à l'application des règles du droit international et de parvenir à la résolution pacifique du différend. Parce que l'Occident a abandonné ses valeurs au bénéfice d'intérêts mercantiles. Et parce ce que nous voulons croire que le savoir et la réflexion sont nécessaires pour ne pas répéter les erreurs du passé.

Autant de raisons pour lesquelles le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) a estimé indispensable de rendre compte de la réalité d'un conflit qui a été peu couvert par les médias. La guerre d'Artsakh et les crimes contre les Arméniens sont passés largement au second plan dans les médias occidentaux et n'ont guère suscité l'indignation des ONG, qui n'ont pas daigné leur accorder le même intérêt qu'aux Ouïgours et aux Rohingyas, alors même que les Arméniens sont chrétiens, qu'ils ne comptent pas en leur sein une minorité terroriste, et que le conflit a eu lieu aux portes de l'Europe. Pire, ils sont restés sans réagir devant les propos haineux des dirigeants azéris, la destruction du patrimoine et de la culture arméniens, les exactions contre les populations civiles et les militaires, le traitement inhumain des prisonniers et la réécriture de l'histoire d'une manière grossière et éhontée. Pourtant, aux confins du Caucase se poursuit depuis plus d'un siècle un génocide qui n'a rien à envier à la Shoah ni au Rwanda, mais qui ne semble guère émouvoir nos contemporains.

Ainsi, les pages qui suivent ont pour but de rappeler l'horreur qui n'a jamais cessé depuis 1915, comme l'expriment les émouvantes contributions de Gilbert Sinoué, Marina Dédéyan et Simon Abkarian. Si certains ont la mémoire courte et ne voient que ce que les médias choisissent de leur montrer afin d'orienter leur émotion et leur révolte, les Arméniens n'oublient pas, car la cicatrice ne s'est jamais refermée et que de nouvelles plaies s'ouvrent encore de nos jours.

Il serait faux de croire que les communautés arméniennes partout dans le monde entretiennent et cultivent le souvenir de cette tragédie pour maintenir leur cohésion. En réalité, le drame n'a toujours pas pris fin. Pire, il connaît une ampleur accrue en raison de la volonté des autorités azéries et turques de faire disparaître toute trace de la présence de cette civilisation millénaire des terres qu'elles occupent. Cette volonté d'éradiquer à la fois un peuple et sa culture est parfaitement présentée par Claude Mutafian, qui rappelle des faits historiques